

## DES SALLES DE SPORT CONTRAINTES D'ACCEPTER LE PORT DU VOILE

***L'ONG Alliance Citoyenne s'était mobilisée l'année dernière pour le port de burkini dans les piscines de Grenoble. Son action s'étend cette-fois à Lyon, auprès de salles de sport, qu'elle accuse de discrimination car n'acceptant pas le voile. Pourtant... ce sont tous les couvre-chefs qui sont interdits. Retour sur une mobilisation qui frise la manipulation.***

Les militantes pro-burkinis se faisaient appeler les « Rosa Parks », maintenant, elles se mobilisent pour les « droits civiques des femmes musulmanes ». À chaque fois, de grands mots, un peu à côté de la plaque quand on creuse un peu.

Tout commence en novembre 2019 : quelques activistes font exprès de venir voilées dans une salle de sport, et filment la scène en caméra cachée. La personne à l'accueil leur explique alors que le règlement interdit les couvre-chefs, par « *mesure de sécurité* » pour pouvoir être reconnu sur les caméras de vidéosurveillance. Une interdiction que les militantes interprètent comme une discrimination envers les femmes musulmanes. Alliance Citoyenne du Grand Lyon multiplie alors les posts sur les réseaux sociaux pour dénoncer une prétendue « islamophobie » de la salle de sport, et leur adresse une lettre, leur demandant un changement de règlement.

Comme pour leur campagne dans les piscines de Grenoble, leurs propos sont à la limite de la manipulation. Elles laissent croire que seules les femmes voilées seraient concernées par le règlement intérieur. Elles parlent d'un combat contre les salles de sport « *qui interdisent l'accès aux femmes portant le voile* », ou encore de « *pratiques discriminantes* ». Sauf que tous les couvre-chefs sont interdits. En l'occurrence, l'article du règlement précisait : « *pas de casquette, ni foulard, ni capuche, ni chapeau, ni bonnet* ». Au départ c'est même la casquette qui posait problème, nous explique le dirigeant de la salle de sport, qui souhaite rester anonyme : « *On faisait la chasse à la casquette car il y avait eu des vols, de la part de personnes qui se cachaient derrière leur casquette* ».

La salle avait finalement accepté fin janvier le port d'un petit foulard, « homologué », à acheter sur place, qui laissait le visage découvert et correspondait ainsi à son impératif de sécurité. Mais ça n'a pas suffi : les militantes voulaient pouvoir venir avec leur propre hijab, plus couvrant. En juillet, cette fois-ci, c'est une quarantaine de militantes du collectif qui s'engouffre dans la salle de sport pour une « séance de sport improvisée », soit une nouvelle action coup de poing filmée pour les réseaux sociaux, avec force banderoles et voiles. Alliance Citoyenne du Grand Lyon nous explique : « *Nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas faire progresser les libertés des femmes avec des interdictions. Celles qui ont pris part à cette action dans la salle de sport lyonnaise ne devraient pas avoir à choisir entre le droit de faire du sport et celui de croire librement.* »

Devant la pression, plusieurs salles de sport ont obtempéré. « *On n'a pas de position au sujet du voile, seule la sécurité de nos adhérents et de nos équipes nous importe, mais afin de faire cesser les pressions exercées sur notre équipe — plusieurs visites de membres de l'association, mails de relances reçus, caméras cachées, envahissement pendant le Covid sans masque —, nous avons accepté* », nous dit l'un des dirigeants. Conséquence de cet activisme, ces salles de sport qui n'ont rien demandé se retrouvent au milieu d'une bataille rangée : « *Pendant plusieurs mois, on a reçu des tombereaux d'insultes par ceux qui soutiennent Alliance Citoyenne, maintenant, on reçoit des insultes par ceux qui nous reprochent d'avoir cédé* », déplore le directeur.

Cette mobilisation a été soutenue entre autre par la militante Taous Hamouti, qui avait déjà été en pointe dans la mobilisation pro-burkini. Et tant pis si nombre de ses prises de position s'avèrent être plus proches de l'islam politique que de revendications émancipatrices. Dans plusieurs interviews, elle défendait notamment le burkini au nom de la « *pudeur* » pour les femmes.

Les revendications et la rhétorique d'Alliance Citoyenne tendent d'ailleurs à suggérer que toutes les femmes musulmanes dans leur ensemble portent le voile et sont adeptes d'une pratique rigoriste. « *D'habitude, la plupart des femmes musulmanes qui venaient, enlevaient leur voile à l'entrée, ça ne leur posait pas de problème, ou bien certaines mettaient un petit foulard qui passait inaperçu, on les laissait faire* » assure le directeur d'une salle de sport. Mais peu importe, ce que voulait Alliance Citoyenne, c'est avant tout le buzz autour de son action. •